

**Art. 2.** Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt. Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt. Brussel, 1 februari 2008.

De Minister-Presidente, belast met het leerplichtonderwijs,  
Mevr. M. ARENA

De Vice-Presidente, Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,  
Mevr. M.-D. SIMONET,

De Vice-President, Minister van Begroting, Financiën, Ambtenarenzaken en Sport,  
M. DAERDEN,

De Minister van Cultuur en de Audiovisuele Sector,  
Mevr. F. LAANAN,

De Minister van Jeugd en Onderwijs voor sociale promotie,  
M. TARABELLA,

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,  
Mevr. C. FONCK

—  
Nota

(1) *Zitting 2007-2008* :

*Stukken van de Raad*. — Ontwerp van decreet, nr. 515-1.

*Integraal verslag*. — Mondeling verslag, bespreking en aanneming. Vergadering van 22 januari 2008.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2008 — 1011

[C — 2008/29169]

**15 FEVRIER 2008. — Décret instituant un Conseil supérieur des Centres psycho-médico-sociaux (1)**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Champ d'application et disposition introductive*

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret s'applique aux Centres psycho-médico-sociaux organisés et subventionnés par la Communauté française.

**Art. 2.** L'emploi, dans le présent décret, des noms masculins pour les différentes fonctions est épicène en vue d'assurer la lisibilité du texte nonobstant les dispositions du décret du 21 juin 1993 relatif à la féminisation des noms de métier.

CHAPITRE II. — *Du Conseil supérieur*

**Art. 3.** Il est institué un Conseil supérieur des Centres psycho-médico-sociaux, ci-après dénommé le Conseil.

Ce Conseil est composé de membres effectifs et de membres suppléants.

Pour chaque membre effectif, il est désigné un membre suppléant. Le membre suppléant ne siège qu'en l'absence du membre effectif.

En cas de décès ou de démission d'un membre, son remplaçant est désigné par le Gouvernement, conformément à l'article 5, pour achever le mandat de son prédécesseur. Tout membre qui perd la qualité en raison de laquelle il a été nommé est réputé démissionnaire.

**Art. 4.** Le Conseil a pour mission :

1° De donner son avis sur toutes les questions qui lui sont posées par le Gouvernement;

2° D'émettre les avis requis par les articles 6, § 2, 12, 16, 19 et 41 de l'arrêté royal du 13 août 1962 organique des centres psycho-médico-sociaux;

3° D'accompagner la réflexion du Service de la guidance psycho-médico-sociale, en matière notamment d'organisation des centres psycho-médico-sociaux organisés ou subventionnés par la Communauté française;

4° D'émettre d'initiative des recommandations sur toute question relevant de la compétence des centres psycho-médico-sociaux et sur le renforcement des synergies avec leurs différents partenaires;

5° D'accompagner la mise en œuvre des réformes;

6° De transmettre à la Commission de Pilotage les besoins du personnel en termes de formations et les propositions sur les orientations et les thèmes relatifs aux formations dispensées en interréseaux tel que précisé dans l'article 15, alinéa 2 du Décret relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un institut de la formation en cours de carrière du 11 juillet 2002.

**Art. 5.** Le Conseil est composé de 22 membres effectifs, ayant voix délibérative, se répartissant comme suit :

1° Quatre représentants des centres psycho-médico-sociaux organisés par la Communauté française désignés par le Gouvernement;

2° Quatre représentants des centres psycho-médico-sociaux officiels subventionnés désignés par le Gouvernement sur proposition de l'organe de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs de l'enseignement officiel subventionné qui affine les centres psycho-médico-sociaux officiels subventionnés;

3° Quatre représentants des centres psycho-médico-sociaux libres subventionnés désignés par le Gouvernement sur proposition de l'organe de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs de l'enseignement libre confessionnel;

4° Deux représentants des fédérations représentatives d'associations de parents désignés par le Gouvernement sur proposition des fédérations représentatives;

5° Un représentant pour chaque organe de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs subventionnés désigné par le Gouvernement sur proposition des organes de représentation et de coordination;

6° Un représentant de l'enseignement organisé par la Communauté française désigné par le Gouvernement;

7° Un représentant pour chaque organisation syndicale représentative désigné par le Gouvernement sur proposition des organisations syndicales représentatives et qui affilient dans le secteur.

**Art. 6.** Le Conseil est composé de manière telle que parmi les membres mentionnés en 1, 2 et 3 de l'article 5 soit assurée la présence, au titre de membre effectif ou suppléant, d'au moins un directeur, d'au moins un conseiller ou auxiliaire psycho-pédagogique, d'au moins un auxiliaire social, d'au moins un auxiliaire paramédical et d'au moins un médecin, tous en fonction dans un centre psycho-médico-social.

A cette fin, l'organe représentant les pouvoirs organisateurs des centres psycho-médico-sociaux de l'enseignement officiel subventionné et l'organe représentant les pouvoirs organisateurs des centres psycho-médico-sociaux de l'enseignement subventionné libre confessionnel, proposeront chacun au Gouvernement la candidature de deux directeurs, de deux conseillers ou auxiliaires psycho-pédagogiques, de deux auxiliaires sociaux, de deux auxiliaires paramédicaux et de deux médecins.

**Art. 7.** Sont également membres du Conseil, avec voix consultative :

1° Un représentant de l'Administration Générale de l'Enseignement et de la Recherche Scientifique;

2° Un représentant de la Direction générale de la Santé;

3° Un ou plusieurs représentants désignés par le Gouvernement, d'initiative ou sur proposition du Conseil, en fonction des partenariats à mettre en place ou à renforcer. Le nombre de ces représentants ne peut dépasser le nombre de trois.

**Art. 8.** Le Ministre ayant en charge l'Enseignement obligatoire et le Ministre ayant en charge la Promotion de la Santé à l'École peuvent, chacun, désigner un représentant, ayant voix consultative, au sein du Conseil.

**Art. 9.** En vue d'éclairer ses travaux, le Conseil peut faire appel, pour des problèmes relevant de leur compétence, à des experts, ayant voix consultative. Le nombre d'experts ne peut dépasser le nombre de membres effectifs.

**Art. 10.** Les membres du Conseil sont nommés par le Gouvernement pour une période de quatre ans. Ce mandat n'est renouvelable qu'une fois pour les membres effectifs visés à l'article 5, points 1, 2, 3.

**Art. 11.** Le Conseil choisit en son sein un président, un vice-président et un secrétaire. Le président et le vice-président exercent leurs mandats pendant une durée de deux ans. Les mandats de président et de vice-président sont exercés alternativement pendant 2 ans respectivement par un représentant des Centres PMS officiels et par un représentant des Centres PMS libres confessionnels.

Le secrétaire peut demander l'aide de l'administration compétente pour les tâches administratives.

**Art. 12.** Le Conseil arrête son règlement d'ordre intérieur et le soumet à l'approbation du Gouvernement.

**Art. 13.** Les membres effectifs et suppléants ainsi que les experts sont indemnisés des frais de parcours et de séjour que leur occasionne l'accomplissement de leur mission, conformément aux règles en vigueur pour le personnel des ministères.

A cet effet, ils sont assimilés aux fonctionnaires titulaires d'un grade classé au rang 13.

**Art. 14.** Le Conseil est convoqué, soit à l'initiative du président, soit à la demande du Ministre ayant en charge l'Enseignement obligatoire, soit à la demande de sept membres effectifs au moins.

La convocation doit être adressée cinq jours ouvrables avant la séance, en précisant l'ordre du jour de la réunion.

Le Conseil délibère valablement si douze membres au moins ayant voix délibérative sont présents.

Le Conseil émet ses avis par consensus ou, à défaut, à la majorité des deux tiers des voix des membres présents ayant voix délibérative.

Les membres mis en minorité peuvent demander que leur avis figure au procès-verbal de la réunion.

### CHAPITRE III. — *Dispositions abrogatoires, modificatives et finales*

**Art. 15.** L'arrêté royal instituant un Conseil supérieur de la guidance psycho-médico-sociale et de l'orientation scolaire et professionnelle du 30 juin 1976 est abrogé.

**Art. 16.** Dans l'article 6, § 2 de l'arrêté royal du 13 août 1962 organique des centres psycho-médico-sociaux, les termes « Conseil supérieur de guidance psycho-médico-sociale » sont remplacés par les termes « Conseil supérieur des centres psycho-médico-sociaux ».

**Art. 17.** Dans l'article 12 du même arrêté royal les termes « Conseil supérieur de guidance psycho-médico-sociale » sont remplacés par les termes « Conseil supérieur des centres psycho-médico-sociaux ».

**Art. 18.** Dans l'article 16 du même arrêté royal les termes « Conseil supérieur de la guidance psycho-médico-sociale » sont remplacés par les termes « Conseil supérieur des centres psycho-médico-sociaux ».

**Art. 19.** Dans l'article 19 du même arrêté royal les termes « Conseil supérieur de guidance psycho-médico-sociale » sont remplacés par les termes « Conseil supérieur des centres psycho-médico-sociaux ».

**Art. 20.** Dans l'article 41 du même arrêté royal les termes « Conseil supérieur de guidance psycho-médico-sociale » sont remplacés par les termes « Conseil supérieur des centres psycho-médico-sociaux ».

**Art. 21.** Dans l'article 5, alinéa 1<sup>er</sup>, 6°, du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives, les termes « Conseil supérieur de la guidance » sont remplacés par les termes « Conseil supérieur des centres psycho-médico-sociaux ».

**Art. 22.** Dans l'article 28, § 1<sup>er</sup>, 4°, du décret du 20 décembre 2001 relatif à la promotion de la santé à l'école, les termes « Conseil supérieur de la guidance psycho-médico-sociale » sont remplacés par les termes « Conseil supérieur des centres psycho-médico-sociaux ».

**Art. 23.** Dans l'article 15, alinéa 2, du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un institut de la formation en cours de carrière, les termes « Conseil supérieur de la guidance psycho-médico-sociale » sont remplacés par les termes « Conseil supérieur des centres psycho-médico-sociaux ».

**Art. 24.** Le présent décret entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2008.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 15 février 2008.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française, chargée de l'Enseignement obligatoire,

Mme M. ARENA

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur,  
de la Recherche scientifique et des Relations internationales,

Mme M.-D. SIMONET

Le Vice-Président et Ministre du Budget et des Finances, de la Fonction publique et des Sports,

M. DAERDEN

La Ministre de la Culture et de l'Audiovisuel,

Mme F. LAANAN

Le Ministre de la Jeunesse et de l'Enseignement de Promotion sociale,

M. TARABELLA

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,

Mme C. FONCK

—————  
Note

(1) *Session 2007-2008* :

*Documents du Conseil*. — Projet de décret, n° 510-1. — Rapport, n° 510-2.

*Compte-rendu intégral*. — Discussion et adoption. Séance du mardi 12 février 2008.

—————  
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2008 — 1011

[C – 2008/29169]

**15 FEBRUARI 2008.** — Decreet tot instelling van een Hoge Raad voor de Psycho-medisch-sociale centra (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied en inleidingsbepaling*

**Artikel 1.** Dit decreet is van toepassing op de Psycho-medisch-sociale centra die door de Franse Gemeenschap georganiseerd en gesubsidieerd worden.

**Art. 2.** Het gebruik in dit decreet van de mannelijke vorm voor de verschillende ambten is gemeenschaptig om de leesbaarheid van de tekst te garanderen onverminderd de bepalingen van het decreet van 21 juni 1993 betreffende de vervrouwelijking van de namen van beroep.

HOOFDSTUK II. — *De Hoge Raad*

**Art. 3.** Er wordt een Hoge raad voor de Psycho-medisch-sociale centra ingesteld, hierna de Raad genoemd.

Deze Raad bestaat uit werkende en plaatsvervangende leden.

Voor elk werkend lid wordt een plaatsvervangend lid aangesteld. Het plaatsvervangend lid zetelt slechts in afwezigheid van het werkend lid.

Bij overlijden of ontslagneming van een lid wordt zijn plaatsvervanger aangesteld door de Regering, overeenkomstig artikel 5, om het mandaat van zijn voorganger te voleindigen. Elk lid dat de hoedanigheid verliest waarvoor het benoemd werd, wordt als ontslagnemend beschouwd.

**Art. 4.** De Raad heeft als opdracht :

1° Advies te geven over alle vragen die hem door de Regering worden gesteld;

2° De bij de artikelen 6, § 2, 12, 16, 19, en 41 van het koninklijk besluit van 13 augustus 1962 tot regeling van de psycho-medisch-sociale centra bedoelde adviezen te verlenen;

3° De Dienst voor Psycho-medisch-sociale Begeleiding met raad bij te staan inzonderheid inzake organisatie van de psycho-medisch-sociale centra die door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd worden;

4° Op eigen initiatief aanbevelingen te geven over alle vragen die onder de bevoegdheid van de psycho-medisch-sociale centra ressorteren en de versterking van de samenwerkingsverbanden met hun verschillende partners;

5° De uitvoering van de hervormingen te begeleiden;

6° Aan de Sturingscommissie de behoeften van het personeel over te maken betreffende de opleidingen en de voorstellen over de oriëntaties en de thema's betreffende de netoverschrijdende opleidingen gegeven zoals bepaald in artikel 15, 2e lid van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het gespecialiseerd onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan.

**Art. 5.** De Raad bestaat uit 22 stemgerechtigde werkende leden die als volgt worden onderverdeeld :

1° Vier door de Regering aangestelde vertegenwoordigers van de psycho-medisch-sociale centra die door de Franse Gemeenschap georganiseerd worden;

2° Vier vertegenwoordigers van de gesubsidieerde officiële psycho-medisch-sociale centra aangesteld door de Regering op de voordracht van het vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan van de inrichtende machten van het gesubsidieerd officieel onderwijs dat de gesubsidieerde officiële psycho-medisch-sociale centra overkoepelt;

3° Vier vertegenwoordigers van de gesubsidieerde vrije psycho-medisch-sociale centra aangesteld door de Regering op de voordracht van het vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan van de inrichtende machten van het confessioneel vrij onderwijs;

4° Twee vertegenwoordigers van de representatieve federaties van ouderverenigingen aangesteld door de Regering op de voordracht van de representatieve federaties;

5° Een vertegenwoordiger voor elk vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan van de gesubsidieerde inrichtende machten aangesteld door de Regering op de voordracht van de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen;

6° Een vertegenwoordiger van het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap aangesteld door de Regering;

7° Een vertegenwoordiger voor elke representatieve vakvereniging aangesteld door de Regering op de voordracht van de representatieve vakverenigingen en die in de sector actief zijn.

**Art. 6.** De Raad wordt op zodanige wijze samengesteld dat er onder de in 1, 2 en 3 van artikel 5 bedoelde leden als werkend of plaatsvervangend lid minstens een directeur, een psycho-pedagogische raadgever of hulpverlener, een sociale hulpverlener, een paramedische hulpverlener en een arts aanwezig zijn, allen werkend in een psycho-medisch-sociaal centrum.

Daartoe stellen het orgaan dat de inrichtende machten van de psycho-medisch-sociale centra van het gesubsidieerd officieel onderwijs vertegenwoordigt en het orgaan dat de inrichtende machten van de psycho-medisch-sociale centra van het confessioneel vrij gesubsidieerd onderwijs vertegenwoordigt, elk aan de Regering de kandidatuur voor van twee directeurs, twee psycho-pedagogische raadgevers of hulpverleners, twee sociale hulpverleners, twee paramedische hulpverleners en twee artsen.

**Art. 7.** De volgende personen maken ook deel uit van de Raad, met beraadslagende stem :

1° Een vertegenwoordiger van het Algemeen bestuur Onderwijs en Wetenschappelijk onderzoek;

2° Een vertegenwoordiger van de Algemene directie Gezondheid;

3° Een of meerdere vertegenwoordigers aangesteld door de Regering, op eigen initiatief of op voorstel van de Raad, op grond van de samenwerkingsverbanden die moeten worden aangeknoopt of versterkt. Het aantal vertegenwoordigers kan niet hoger zijn dan drie.

**Art. 8.** De Minister tot wiens bevoegdheid het Leerplichtonderwijs en de Minister tot wiens bevoegdheid de Gezondheids promotie op school behoort, kunnen elk een vertegenwoordiger aanstellen met beraadslagende stem binnen de Raad.

**Art. 9.** Met het oog op het verklaren van zijn werkzaamheden, kan de Raad, voor problemen die onder hun bevoegdheid ressorteren, zich beroepen op deskundigen met beraadslagende stem. Het aantal deskundigen kan niet hoger zijn dan het aantal werkende leden.

**Art. 10.** De leden van de Raad worden benoemd door de Regering voor een periode van vier jaar. Dat mandaat is slechts een keer hernieuwbaar voor de werkende leden bedoeld in artikel 5, punten 1, 2 en 3.

**Art. 11.** De Raad kiest onder hen een voorzitter, een ondervoorzitter en een secretaris. De voorzitter en de ondervoorzitter oefenen hun mandaat uit gedurende twee jaar. De mandaten van de voorzitter en de ondervoorzitter worden beurtelings uitgeoefend gedurende twee jaar respectievelijk door een vertegenwoordiger van de officiële PMS-Centra en door een vertegenwoordiger van de confessionele vrije PMS-Centra.

De secretaris kan hulp vragen aan het bestuur dat bevoegd is voor de bestuurstaken.

**Art. 12.** De Raad stelt haar huishoudelijk reglement vast en legt het voor goedkeuring aan de Regering voor.

**Art. 13.** De werkende en plaatsvervangende leden alsmede de deskundigen worden vergoed voor de reis- en verblijfkosten die uit de uitoefening van hun opdracht voortvloeien, overeenkomstig de regels van kracht voor het personeel van de ministeries.

Daartoe worden zij gelijkgesteld met ambtenaren houder van een graad van rang 13.

**Art. 14.** De Raad wordt ofwel op initiatief van de voorzitter ofwel op aanvraag van de Minister tot wiens bevoegdheid het Leerplichtonderwijs behoort, ofwel op aanvraag van minstens zeven werkende leden bijeengeroepen.

De oproepingsbrief moet vijf werkdagen voor de zitting verstuurd worden met vermelding van de agenda van de vergadering.

De Raad beraadslaagt en beslist geldig als minstens twaalf stemgerechtigde leden aanwezig zijn.

De Raad verleent advies bij consensus of, bij ontstentenis, met een meerderheid van twee derde van de stemmen van de stemgerechtigde aanwezige leden.

De leden in minderheid gesteld, kunnen vragen dat hun advies in de notulen van de vergadering verschijnt.

HOOFDSTUK III. — *Opheffings-, wijzigings- en slotbepalingen*

**Art. 15.** Het koninklijk besluit van 30 juni 1976 tot instelling van een Hoge Raad voor psycho-medisch-sociale begeleiding en voor studie- en beroepsoriëntering wordt opgeheven.

**Art. 16.** In artikel 6, § 2, van het koninklijk besluit van 13 augustus 1962 tot regeling van de psycho-medisch-sociale centra worden de woorden « Hoge Raad voor psycho-medisch-sociale begeleiding » vervangen door de woorden « Hoge Raad voor de psycho-medisch-sociale centra ».

**Art. 17.** In artikel 12 van hetzelfde koninklijk besluit worden de woorden « Hoge Raad voor psycho-medisch-sociale begeleiding » vervangen door de woorden « Hoge Raad voor de psycho-medisch-sociale centra ».

**Art. 18.** In artikel 16 van hetzelfde koninklijk besluit worden de woorden « Hoge Raad voor psycho-medisch-sociale begeleiding » vervangen door de woorden « Hoge Raad voor de psycho-medisch-sociale centra ».

**Art. 19.** In artikel 19 van hetzelfde koninklijk besluit worden de woorden « Hoge Raad voor psycho-medisch-sociale begeleiding » vervangen door de woorden « Hoge Raad voor de psycho-medisch-sociale centra ».

**Art. 20.** In artikel 41 van hetzelfde koninklijk besluit worden de woorden « Hoge Raad voor psycho-medisch-sociale begeleiding » vervangen door de woorden « Hoge Raad voor de psycho-medisch-sociale centra ».

**Art. 21.** In artikel 5, 1<sup>e</sup> lid, 6<sup>o</sup>, van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie, worden de woorden « Hoge Begeleidingsraad » vervangen door de woorden « Hoge Raad voor de psycho-medisch-sociale centra ».

**Art. 22.** In artikel 28, § 1, 4<sup>o</sup>, van het decreet van 20 december 2001 betreffende de gezondheids promotie op school worden de woorden « de Hoge Raad voor de psycho-medisch-sociale begeleiding » vervangen door de woorden « de Hoge raad voor de psycho-medisch-sociale centra ».

**Art. 23.** In artikel 15, 2<sup>e</sup> lid, van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het gespecialiseerd onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan worden de woorden « de Hoge Raad voor de psycho-medisch-sociale begeleiding » vervangen door de woorden « de Hoge raad voor de psycho-medisch-sociale centra ».

**Art. 24.** Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2008.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel op 15 februari 2008.

De Minister-Presidente, belast met het Leerplichtonderwijs,  
Mevr. M. ARENA

De Vice-Presidente en Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,  
Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën, Ambtenarenzaken en Sport,  
M. DAERDEN

De Minister van Cultuur en de Audiovisuele Sector,  
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Jeugd en Onderwijs voor Sociale Promotie,  
M. TARABELLA

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,  
Mevr. C. FONCK

—  
Nota

(1) *Zitting 2007-2008* :

*Stukken van de Raad.* — Decreetsontwerp nr. 510-1. — Verslag nr. 510-2.

*Integraal verslag.* — Bespreking en aanneming. Vergadering van 12 februari 2008.